

# Echos d'Iran n°16

samedi 22 février 2014, par [RAISDANA Fariborz](#), [Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran \(SSTI\)](#) (Date de rédaction antérieure : 15 janvier 2014).

## Sommaire

- [Année 2014 peu prometteuse \(...\)](#)
- [Les gouvernements en Iran \(...\)](#)
- [Iran : Derrière la « réforme](#)
- [Iran : la modernité face à \(...\)](#)
- [Un nouveau Président et la \(...\)](#)
- [Témoignage de l'ancien prisonn](#)
- [Statistiques « choquantes \(...\)](#)
- [Revendications du 1<sup>er</sup> Mai \(...\)](#)
- [Le médecin traitant de R.Shaha](#)
- [L'appel des familles des \(...\)](#)
- [Fereshteh Ossanloo demande \(...\)](#)
- [13 Juin à Genève : Témoin \(...\)](#)
- [La SSTI s'invite à 1<sup>re</sup> Rencont](#)
- [Halte à la répression contre](#)
- [Les travailleurs municipaux de](#)
- [La lettre du Syndicat des \(...\)](#)
- [Appel signé conjointement \(...\)](#)
- [Lettre de Behnam Ebrahimzadeh](#)
- [République iranienne de \(...\)](#)

## Année 2014 peu prometteuse pour les Iraniens

Le personnel de l'Iran Echo souhaitons à nos lecteurs et à tous les amis du mouvement syndical à travers de monde une bonne et heureuse année où qu'ils soient.

En Iran dans l'ensemble, 2013 a été une année douce-amère pleine de batailles durement gagnées et des reculs. Une baisse du niveau de vie propice causée en partie par les sanctions et les luttes intestines de la politique au sommet de la pyramide politique a fait des ravages sur la vie des travailleurs moyens.

En 2013, des milliers d'unités économiques radicalement réduisant la production ou la fermeture boutique entièrement. Le résultat final a été licenciements massifs, baisse des salaires et une attaque agressive sur les droits des travailleurs à tous les niveaux, le meilleur exemple dans la nouvelle version de la code du travail qui réécrit relations employeur-employé en faveur de la première.

Comme dernières années, un nombre scandaleusement élevé de travailleurs ont été blessés au travail ou ont perdu la vie à cause d'accidents tout à fait évitables.

Plusieurs enfants de familles pauvres qui travaillent ont péri dans un incendie à l'école ou ont été

tuées dans des accidents de la circulation.

L'année de 2013 a vu une nouvelle vague de grèves, de prestations et de la campagne de pétition sous forme de collecte de signatures par des milliers de travailleurs qui adressent aux autorités directement sur leur sort. Invariablement, ils ont protesté contre la détérioration des conditions de vie, mais ils ont aussi fait allusion à un phénomène nouveau : des campagnes collectif-nationale dans les différents secteurs.

Sur le plan syndical, les choses étaient aussi d'un résultat plus mitigé. Militants syndicaux affrontaient une autre année sans interruption de la répression et de harcèlement nu. Afshin Ossanlou a été assassiné en prison ; Reza Shahabi a dû aller en grève de la faim pour protester contre son maintien en détention et les mauvais traitements, et plusieurs réunions ont été attaqués et les participants se trouvaient dans les prisons.

2014 promet d'être tout aussi mouvementée. La crise économique est le moteur de centaines de milliers de travailleurs vers l'action directe et de l'activisme. Déjà, plusieurs groupes de travail non-actifs et dormants sont en train de se redresser et se réorganiser et envisagent pour le lancement de nouveaux groupes. Mouvement syndical iranien montre des signes de militantisme et de renouveau.

L'année 2013 a été particulièrement déplorable pour les droits de l'homme en Iran. L'année 2014 sera-t-elle d'un meilleur augure avec la présidence de Rohani, considéré comme « modéré » ? Pour l'heure, rien n'indique un changement de tendance. Le dernier rapport d'Ahmed Shaheed, le Rapporteur spécial de l'ONU sur l'Iran, estime que la situation des droits humains y demeure préoccupante.

Si le régime, acculé par les sanctions, a été contraint d'infléchir quelque peu sa politique nucléaire sur la scène internationale, à l'intérieur du pays, c'est l'inverse qui prévaut. En augmentant les mesures liberticides et le nombre des exécutions, les autorités ont voulu rappeler à la population et aux opposants qu'aucun « dérapage démocratique » ne sera autorisé. Le souvenir du soulèvement de 2009 est encore frais dans la mémoire des mollahs, qui savent que leur régime peut être rapidement balayé en cas de moindre libéralisation.

Sauf événements imprévus comme une guerre de tir réel entre les fondamentalistes israéliens et iraniens, avec des sanctions et des luttes de politique intérieure, la détérioration de stat que semble inévitables.

Cet article ne révèle qu'une petite partie du calvaire vécu par le peuple iranien de façon permanente. Le bilan du gouvernement Rohani en matière des droits de l'homme montre bien que faire croire à la modération de ce régime brutal ne vise qu'à tromper la communauté internationale et à justifier les marchandages et la complaisance avec les dictateurs au pouvoir.

Il est donc urgemment nécessaire de subordonner la poursuite des relations économiques et politiques avec le régime des mollahs à l'amélioration des droits humains en Iran autant qu'au respect de ses engagements pour la suspension de son programme d'armement nucléaire •

---

## **Les gouvernements en Iran et la question de classe**

C'est un fait indéniable que la politique électorale en Iran est le lieu de rencontre des groupes privilégiés, résultant d'une procédure toujours continue de « la purification » à l'intérieur du régime.

Cette procédure se manifeste de diverses manières, de la répression sanglante des opposants (surtout aux premières années après la révolution 1979) au processus de la disqualification des candidats aux élections exercée par le Conseil des Gardiens de la Constitution. Ainsi, les candidats à toute élection en Iran partagent-ils, ou en effet doivent prétendre à partager, de fortes similarités tout en gardant des divergences concrètes créées par la guerre du pouvoir à l'intérieur du régime.

L'arrivée au pouvoir d'Hassan Rohani [septième président, entré en fonction en août 2013, élu en juin] ne fait pas d'exception à cette procédure contrôlée.

Le régime iranien s'est montré toujours préparé à payer le prix de l'exclusion des rivaux même potentiellement dangereux. Si des opposants communistes avaient été exécutés pendant les années 1980, Akbar Hashemi Rafsandjani, premier président après la guerre Iran-Irak et fidèle de longue date à la République islamique, a été « tristement » disqualifié pour la présidentielle quelques semaines avant l'élection. Proche de Hashemi, Rohani a été néanmoins visiblement proche du guide suprême, Ali Khamenei, et fait partie de son cercle de confiance. Cela se confirme par les événements de ces derniers mois.

En Iran, en absence de libre circulation de l'information, particulièrement en ce qui concerne le pouvoir politico-économique des Gardiens de la Révolution et du guide suprême et de son entourage, les analyses politiques s'effectuent souvent à travers des exégèses des discours des politiciens et des signes de la sphère publique, ainsi qu'à travers des comportements antérieurs des responsables politiques. Dans cette situation, toute analyse est susceptible de rencontrer d'éventuelles surprises.

Malgré la difficulté de l'analyse, il y a des tendances invariables pendant ces dernières années au sein de la République islamique, ce qui relève des continuités déterminantes entre les gouvernements successifs, y compris celui d'Ahmadinejad et d'Hassan Rohani. L'article 44 de la Constitution de la République Islamique de l'Iran, ordonnant la privatisation, après une modification forcée par le guide suprême, n'a jamais été contesté par un président ou par un groupe politique au pouvoir. Ce principe est un axe central de tous les programmes économiques des différents gouvernements.

C'est exactement cette privatisation par un Etat oligarchique qui est devenue en réalité une distribution du bien « public » entre les oligarques et qui a fait apparaître, par conséquent, une nouvelle bourgeoisie étant - vu la situation du pays - en grande partie militaire. Ce genre de programmes économiques ne peut se réaliser, bien évidemment, qu'à travers une restriction forte et violente de toutes les activités militantes et des organisations politiques non étatiques. Cette attitude fait partie du comportement de tous les gouvernements après la guerre entre l'Iran et l'Irak. Cependant Hassan Rohani n'est ni réductible à ce qu'on appelle la volonté du guide suprême, ni un cas à part parmi les présidents iraniens : toujours encadrés par le guide suprême dans l'ordre de la République islamique. En ce qui concerne sa place dans la sphère politique de l'Iran, d'un côté son cabinet se compose principalement de technocrates proches d'Akbar Hashemi, avec une vingtaine d'années d'expérience dans le gouvernement. D'un autre côté, ses alliés politiques indiquent sa proximité avec une grande partie des « réformistes », qui, sur le plan économique, n'avaient pas une identité distincte et qui ont toujours suivi le chemin dessiné par l'équipe d'Akbar Hashemi.

Jetant un coup d'œil sur son cabinet, on peut admettre que l'orientation économique du gouvernement Rohani est déterminée, de manière volontaire, selon une orientation bien claire sur l'économie, et pas seulement à cause de l'exigence structurelle du régime.

## **L'orientation économique du gouvernement**

Hassan Rohani, dans son livre « La sécurité nationale et le système économique de l'Iran », met le doigt sur le chômage, lié à la crise du travail et à l'instabilité du marché économique, en tant qu'une menace pour la sécurité nationale. Il insiste que même dans les pays pratiquant un marché libre, l'Etat intervient pour empêcher la réduction des salaires lors des conflits entre les syndicats et les patrons.

Laissons, pour le moment, la question de savoir si cette « intervention contre la réduction des salaires », vu son passé, est un geste sincère de la part du gouvernement ou non. Admettons néanmoins que le chômage d'un taux de 12% en Iran reste le problème central de l'économie iranienne du point de vue du gouvernement. Quelle sera la solution apportée au problème du chômage par le gouvernement ?

« Monsieur le président a suggéré qu'on étudie et qu'on change les noms des métiers par des noms chics pour que la tendance vers le travail chic augmente », voici comment le ministre du Travail esquisse son programme pour rendre les métiers dits inférieurs plus attractifs. Parlant de la productivité et de « la culture de travail », Ali Rabiei ajoute que la plupart des travailleurs admettent travailler deux heures dans la journée, mais reçoivent le salaire d'une journée complète de travail. Mais faut-il alors diminuer les salaires et exacerber les systèmes disciplinaires dans les lieux de travail ? En l'absence de notion de « délégué ouvrier », c'est le ministre du Travail qui joue le rôle des « partenaires sociaux ». Cela montre dans quelle mesure la gestion de travail en Iran est unilatérale.

De plus, dans le programme économique proposé par le ministre du travail, le rôle des syndicats, des ouvriers et des patrons est plutôt d'augmenter l'harmonie entre la force de travail et les entreprises. C'est dans une perspective de coordination - et non de lutte sociale - que les syndicats doivent être « soutenus ». Même un coup d'œil sur la liste des arrestations des syndicalistes pendant ces dernières années montre que ce « soutien » des activités syndicales relève purement d'apparences.

Selon les analyses de Mohammad Maljoo, l'économiste iranien, le 11<sup>e</sup> gouvernement, doit faire face à deux crises parmi d'autres, à savoir « la crise de l'accumulation du capital » et « l'exclusion sociale ». D'une part, la stratégie principale du gouvernement vise la croissance économique en donnant un rôle central au secteur privé.

La solution du gouvernement est basée sur cette analyse selon laquelle l'inégalité sociale et la croissance économique sont historiquement inversement liées en Iran. D'autre part, l'intérêt principal de la classe capitaliste et de la couche supérieure de la classe moyenne se trouve dans la croissance, tandis que la demande la plus importante de la classe ouvrière et de la couche inférieure de la classe moyenne consiste dans la mise en œuvre d'une politique de redistribution. Alors, faut-il adopter cette idée de croissance pour satisfaire les intérêts de deux classes ? La critique de Maljoo contre cette analyse consiste à dire que ces analyses oublient, d'une part, le rôle du pétrole dans l'économie iranienne et, de l'autre, le fait que la diminution de l'inégalité peut également inciter la croissance économique en Iran.

Mais les économistes du gouvernement, admettant que la croissance économique peut produire un surplus de richesse pour une éventuelle redistribution, insistent sur le fait qu'il ne faut pas lancer un processus de redistribution immédiat, car cela empêche un surplus plus élevé, et, par conséquent, une meilleure distribution dans l'avenir.

Mais quand arrivera-t-il ce moment si attendu de la redistribution ? Selon nos expériences : jamais. L'ajournement de la redistribution veut dire, en réalité, l'inexistence permanente de la redistribution. Il ne faut pas oublier la situation dans laquelle la négociation sur ce genre de décisions, le moment de la redistribution, se déroule. Le résultat de la négociation est déterminé par

les rapports de forces du pouvoir actuel. Dans un système politique fermé comme celui de l'Iran, la classe ouvrière n'a aucun pouvoir réel, même pour participer à une prétendue négociation. Et oublions la mobilisation et la lutte sociale !

Ce n'est pas qu'on attende, avec un optimisme naïf, une impartialité de la part de l'Etat vis-à-vis de cette situation. Mais il est difficile d'imaginer que Mohammad Nahavandian, le président de la Chambre iranienne du commerce, de l'industrie, des mines et de l'agriculture (ICCIMA) - une instance créée pour la mise en coopération entre des hommes d'affaires et les patrons des unités industrielles, des mines et de l'agriculture - est désigné en même temps comme chef de cabinet. Le représentant officiel de la bourgeoisie iranienne est nommé en tant que l'un des personnages les plus puissants du gouvernement.

Ali Rabiei, le ministre du Travail actuel, et le conseiller de sécurité de l'ex-président Mohammad Khatami, a déclaré dans un entretien, peu de temps après l'élection présidentielle, l'émergence d'une classe moyenne particulière en Iran qui n'appartient pas nécessairement à la couche économiquement supérieure. Plutôt une classe moyenne culturelle, elle est à l'avant-garde du changement en Iran. Rabiei ajoute qu'il y a un phénomène de « pénétrabilité » dans la société iranienne. Il consiste dans l'affirmation que des comportements et des croyances politiques de la classe moyenne pénètrent, au cours du temps, d'autres groupes de la société

y compris « la classe défavorisée ». En admirant la classe moyenne, il la désigne comme la classe progressiste et l'avant-garde pour le changement en Iran. Le vocabulaire choisi par les analystes proches du gouvernement est plein de termes, jamais explicitement définis, comme la classe moyenne, inférieure et supérieure, favorisée et défavorisée. Ce choix de vocabulaire est une tentative consciente afin de mener une politique qui va contre les intérêts de la classe ouvrière.

Alors, existe-il clairement une justification d'ordre idéologique derrière le fait que les réformistes n'ont jamais essayé de cibler la classe ouvrière en tant que base populaire de leur politique électorale ?

Une partie des dissidents réformistes ont avoué, dans les discussions informelles, que la classe ouvrière pour eux était toujours la base électorale de la politique des réactionnaires, ce qui explique la méfiance totale des réformistes à l'égard de la classe ouvrière au début du mouvement contestataire en 2009, appelé le « mouvement vert ».

La désespérance de la classe ouvrière iranienne semble continuer pendant ce gouvernement à cause de l'orientation de classe des réformistes. De plus, cette préférence politico-économique des réformistes et de leurs proches met en danger non seulement l'avenir de la classe ouvrière, mais aussi leur propre avenir politique. Le désarroi de la classe ouvrière pourrait être manipulé et utilisé de manière trompeuse dans le cadre des conflits internes au régime. Cela pourrait conduire, dans un certain laps de temps, à une situation similaire à celle de l'élection de 2005 •

---

### **Iran : Derrière la « réforme », la crise**

Pour une majorité d'électeurs et électrices, l'élection présidentielle a été l'occasion d'infliger un camouflet au Guide Ali Khameneï, premier personnage de la République Islamique d'Iran et de prendre une revanche sur la réélection frauduleuse d'Ahmadinejad en 2009.

Ainsi, Rohani, s'est imposé à la surprise générale et dès le premier tour, face aux candidats dits « principalistes » ou fondamentalistes proches du Guide. Présenté comme « modéré », Rohani a été de 1982 à 1988 un membre influent du Conseil Suprême de Défense et de 1989 Secrétaire Générale du Conseil Suprême de Sécurité Nationale, un des principaux organes répressifs du régime. Il a été également le négociateur en chef sur le dossier nucléaire sous la présidence de Khatami entre 2003 et 2005. Membre du Conseil des Experts, une des plus hautes instances du pays, Rohani est un homme du sérail, garant des institutions dictatoriales de la République Islamique.

Pour le régime ces élections devaient être une vitrine de l'adhésion populaire à la République Islamique. La « victoire » d'Ahmadinejad en 2009, l'irruption dans la rue d'un vaste mouvement de contestation que le pouvoir a écrasé et le bilan désastreux des années Ahmadinejad ont réduit les marges de manœuvre du pouvoir.

Cependant, comme à l'accoutumée, le scrutin s'est déroulé sous contrôle. Seuls ceux qui reconnaissent les institutions de la République Islamique peuvent se présenter. Et encore ! Ainsi parmi les 800 actes de candidature, le régime en a retenu 8. Au passage, les candidatures de Rahim Mashaie (dauphin d'Ahmadinejad) et de Rafsandjani (un des hommes clés de la République Islamique) ont été refusées. Dans ce contexte, la population a voté pour le candidat qui apparaissait le moins lié aux fondamentalistes. Ainsi, Saïd Jalilli, principal négociateur iranien sur le dossier nucléaire ou Ali Velayati conseiller personnel du Guide en matière de politique étrangère ont été lourdement battu.

La division du camp fondamentaliste (pas moins de 6 candidats) et le ralliement du candidat « réformateur » ont certes favorisé la victoire de Rohani. Pourtant cette élection est paradoxale. En réalité le Guide et les Gardiens de la Révolution ont du laissé faire. Ils entendent tirer partie de la situation en interne et sur le plan internationale. Ils comptent sur Rohani pour désamorcer un temps les tensions internationales autour du programme nucléaire, pour éloigner le spectre d'une intervention militaire israélienne contre les sites nucléaires et pour obtenir un allègement des sanctions commerciales et économiques. Sur le plan intérieur, le régime entend utiliser la victoire de Rohani comme une soupape alors que la jeunesse et une grande partie de la population souhaitent en finir avec la République Islamique.

Mais cela indique avant tout que la crise de régime s'est accentuée sous le dernier mandat d'Ahmadinejad. En effet, après avoir marginalisé le camp dit « réformateur », les proches du Guide se sont entredéchirés. Ces quatre dernières années ont été marquées par les tensions incessantes entre Khameneï et Ahmadinejad. La crise au sommet traverse l'appareil d'état et le corps des Gardiens de la Révolution dont la direction a considérablement renforcé son emprise sur l'économie.

Cette crise de régime s'exacerbe à mesure que le pays s'enfonce dans le marasme social et économique. Avec plus de 60% de chômage chez les jeunes, l'explosion des licenciements et une inflation à 40% le mécontentement social est profond. Mécontentement qui se traduit notamment par des grèves ouvrières toujours réprimées. A cela s'ajoute évidemment la nature dictatoriale de la République Islamique qui tend à réduire tous les espaces de libertés. Dans ce contexte, le caractère parasitaire des Gardiens de la Révolution qui contrôlent près de 40% de l'économie iranienne et le détournement de la rente pétrolière par les tenants du pouvoir contribuent largement au rejet de ce régime et aux divisions de sommet.

Dans le système politique et institutionnel de la République Islamique, le pouvoir est détenu par le Guide, son bureau et par les Gardiens de la Révolution. De la politique étrangère (soutien à la dictature Al Assad), en passant par le dossier nucléaire, la redistribution des ressources, tout est sous contrôle. Seule l'irruption des couches populaires, des travailleurs et de la jeunesse pourra mettre fin au régime dictatoriale et réactionnaire. Les peuples d'Iran saisiront toutes les possibilités

pour mettre fin au règne de la Mollaharchie. Ils ont besoin de notre soutien ! •

---

## **Iran : la modernité face à la dictature**

**Du fait de son régime politique despotique, d'une rare violence, et par la nature rétrograde des lois islamiques qui la régente, la société iranienne dans son ensemble est souvent présentée comme une société pré-moderne, vision assez répandue qui laisse à penser que son développement serait conditionné à une transition démocratique.**

Du coup, le discours de l'opposition libérale, qui accorde à la question de la modernité une place centrale dans le débat politique, tend à se faire entendre et à trouver un certain soutien à l'extérieur. Et pourtant, les données économiques et sociologiques viennent contester cette représentation d'une société « traditionnelle et archaïque » que les dignitaires religieux font véhiculer, et qui contribue à mettre en relief la critique libérale.

### **Un pays moderne**

La réforme agraire du début des années 1960 fit passer pleinement le pays à l'économie capitaliste. L'exode rural, qui a explosé à cette époque, n'a jamais cessé de croître jusqu'à aujourd'hui où le taux d'urbanisation dépasse 75 %. Six grandes villes comptent plus d'un million d'habitants. Téhéran, la capitale, en recense plus de 8 millions. Le faible développement de l'industrie n'empêche pas le PIB par habitant (PPA) d'être estimé à 11 570 dollars en 2009 (à titre de comparaison, la même année le PPA est de 33 349 dollars en France et de 5 933 dollars en Égypte)

### **Un système inégalitaire**

La pyramide des âges montre une population très jeune composée à plus de 70 % de moins de 35 ans. Le taux d'alphabétisation y est supérieur à 80 %. En dépit de la ségrégation sexuelle et des lois répressives et inégalitaires qui frappent les femmes en Iran, la nouvelle génération de femmes assure une présence remarquable dans les études supérieures où elles sont majoritaires, à contretendance d'un marché du travail largement masculin.

Les disparités de revenu sont très contrastées. Le coefficient de Gini, qui mesure le degré d'inégalité dans la distribution des revenus, avoisinait les 40 % en 2005 (contre 33 % en France à la même époque). Depuis, la crise économique et les sanctions internationales n'ont fait qu'accroître la misère des plus démunis.

Le revenu minimum, équivalent du smic, est fixé au tiers du seuil de pauvreté, et le code du travail ouvrant le droit à la sécurité sociale, n'est appliqué que dans les entreprises qui emploient plus de 10 salariés (seulement 20 % de l'ensemble des travailleurs sont embauchés dans des entreprises ayant plus de 20 salariés). Des régions entières de province sont maintenues dans un état de pauvreté extrême. Dans un pays qui compte environ 12 millions d'enfants en âge d'être scolarisés, 3 millions d'entre eux se retrouvent à errer dans les rues. Certains travaillent temporairement pour contribuer au revenu familial, d'autres sont véritablement livrés à eux même.

### **Une nécessaire révolution sociale**

Ces facteurs sociologiques et économiques témoignent du fait que l'acte majeur que doit accomplir la société iranienne n'est pas une transition vers la modernité, mais bien une révolution sociale. Il y a des décennies que la société iranienne a fait son entrée dans l'ère moderne. L'urbanisation, l'élargissement de l'éducation, le changement de la structure familiale se sont accomplis sans que ces évolutions dans la société n'aient été accompagnées d'une démocratisation et d'une laïcisation de la structure politique. Ces évolutions se sont même produites sous une dictature des plus féroces. Plus généralement, avec l'essor du néo-libéralisme, les modèles de développement qui valorisaient la démocratie ont été refoulés au profit d'un modèle d'État autoritaire jugé nécessaire au développement économique et à la modernité. Le discours selon lequel la modernité est une unité organique combinant économie de marché, démocratie et laïcité, et rationalisme, a volé en éclat.

Autoritarisme politique et fondamentalisme traditionnel sont aujourd'hui les gardiens de l'économie de marché. La République islamique fut l'État dont le capital a eu besoin, à une période de son développement, pour faire face aux tremblements sociaux-politiques, et l'islam le récipient idéologique de toutes les politiques garantes du fonctionnement du capitalisme en Iran : préserver la propriété privée et maintenir l'ordre social, réprimer les travailleurs en lutte et éliminer les communistes hérétiques. Pour se débarrasser de ce régime meurtrier qui s'est installé dans la durée, la révolution sociale demeure la seule alternative possible •

---

## **18 mois de salaires non payé**

Dans le sud de l'Iran, un site web officiel a rapporté le 31 juillet que des médecins, des infirmières et des employés des hôpitaux de la ville de Bouchehr se sont mis en grève contre le retard de paiement de leurs salaires et primes.

Des infirmières et d'autres employés de l'hôpital du Golfe Persique avaient démissionné il y a deux mois pour protester contre le non versement de leurs salaires et de leurs primes de logement et d'habillement et contre la mauvaise gestion financière du Doyen de l'Université des sciences médicales. Les médecins du même hôpital, qui génèrent les bénéfices les plus importants du pays, ont également protesté en raison de leurs salaires impayés pendant 18 mois •

---

## **Un nouveau Président et la situation des travailleurs**

La structure de la République Islamique d'Iran est ainsi faite que tous les quatre ans, les vraies maîtres du Pays, les régnants non élus par le peuple, désignent un échantillon de leurs représentants et ensuite appellent la population à voter pour l'un d'entre eux. L'histoire politique récente nous montre que même dans ces élections, les votes du peuple ne sont pas respectés. On n'a pas oublié qu'en 2009, le pouvoir, après avoir réprimé sauvagement les électeurs et a désigné, dans ce qui été une mascarade électorale, Ahmadinejad comme président.

Les politiques menées par Ahmadinejad, l'exécuteur de la ligne de l'Ayatollah Khamenei et proche des forces militaro-sécuritaires, dans les domaines aussi différents que l'économie, le nucléaire ou la politique étrangère, ont causé des dommages non estimables. Cela a mené l'Iran, sous le poids des



sanctions de plus en plus contraignantes des Etats Unis et de ses alliés, au bord d'une faillite de grande envergure. La crise issue de cette situation a persuadé une partie du pouvoir islamique de céder dans certains domaines. La marche arrière sur certains dossiers (dont celui du nucléaire) rend possible les compromis pour empêcher l'éclatement interne du régime.

Mollah Hassan Rohani, diplomate avéré et ancien premier secrétaire du « Conseil National de la Sécurité » a réuni l'approbation des hauts responsables du régime pour remplacer Ahmadinejad et reprendre les pourparlers avec les occidentaux. Sous les effets de la propagande, il a attiré l'attention d'une partie des gens qui espéraient la fin des sanctions et qui souhaitent en finir avec la situation créée à leurs yeux par le seul Ahmadinejad.

Personne n'ignore les différences entre Rohani et son prédécesseur, mais attendre des changements profonds des conditions de vie de la population sous sa présidence, n'est pas de rationnelles.

Ni l'idéologie, ni le programme du Président Rohani ne permettent de réaliser les revendications juste : comme mettre ceux de d'obtenir la fin de l'apartheid sexiste, la liberté et l'égalité des droits pour les femmes, la liberté d'association et d'organisation, la liberté de la grève, la liberté d'expression, l'arrêt de la censure, le respect des droits civiques et individuelles, l'abolition des discriminations contre les minorité religieux-confessionnelle.

D'ailleurs, la nature et la structure du pouvoir politico-économique en Iran ne permettent pas non plus, les changements nécessaires. Il ne pourra pas franchir les lignes rouges du régime islamique.

Il est probable que Hassan Rohani puisse obtenir, après des concessions diplomatiques dans les domaines du nucléaire et en s'appuyant sur les tactiques molles, la fin des sanctions ou au moins ses réductions, et puisse de prendre certaines décisions, mais il serait naïf d'attendre une amélioration réelle de la vie des femmes et des hommes iraniens, et en particulier des travailleurs.

Les travailleurs doivent par leurs luttes, exiger la réalisation des promesses de la campagne présidentielle et poursuivre leurs luttes pour améliorer leurs conditions de vie et de travail. Ils ne doivent laisser le pouvoir les pousser vers la passivité. On ne trouve aucun article concernant les revendications des travailleurs dans le programme de nouveau président et ses premiers pas ne donnent aucun espoir dans ces domaines.

Les travailleurs iraniens, dans la lutte pour obtenir la légalisation du syndicalisme, et obtenir la réalisation de leurs droits fondamentaux, peuvent seulement compter sur l'appui de leurs camarades de classe à travers le monde. Ils doivent faire pression sur le régime pour faire libérer les syndicalistes et militant ouvriers emprisonnés injustement. Ils sont conscients de leurs tâches et savent que le chemin est long et périlleux.

Dans ce numéro, vous pourrez lire les déclarations de certains leaders du mouvement ouvrier iranien. Ils parlent des revendications et des attentes des travailleurs d'Iran.

Plus que jamais, ils comptent sur la solidarité et le soutien international des travailleuses et travailleurs •

---

## **Arrestations de 28 militants syndicalistes et ouvriers des mines de Chadormalu**

3 février 2013 : Un mouvement social très dur a éclaté dans les mines de Chadormalu située près de

la ville d'Ardkan dans la province de Yazd, une grande ville du centre du pays . Ce mouvement fait suite a des retards de payes, une dégradation constante des conditions de travail et des arrestations illégales de représentants syndicaux des mines de Chadormalu.

28 mineurs détenus de la mine Chadormalu qui avaient illégalement été arrêtés suite à un mouvement social ont été libérés ce Lundi 3 Février 2014, mais l'ancien représentant syndical, Bahram Hassaninejad, dont le licenciement avait déclenché les arrêts de travail, reste encore en état d'arrestation.

Les travailleurs avaient été arrêtés progressivement le travail depuis le Mercredi 29 janvier 2014 dernier, après qu'ils aient appris que 28 de leurs camarades avaient été arrêtés, après avoir reçus des convocations pour interrogatoires, émanant des forces répressives de la ville d'Ardkan. Des rapports publiés sur l'agence de nouvelles semi officielle Iranienne - liée au monde du travail de l'ILNA News, nous ont appris que les travailleurs avaient été informés que Bahram Hassaninejad devrait en principe être libéré ce 4 Février 2014.

Les travailleurs étaient toujours en grève le 3 Février 2014, mais leur nouveau représentant syndical Hossein Jenayi a indiqué que les 2.000 travailleurs grévistes, retourneraient travailler, dès qu'ils apprendraient que leur camarade et représentant syndical Bahram Hassaninejad serait officiellement libéré.

Depuis le mois de Novembre 2013, plus de 800 travailleurs de la mine Chadormalu ont entamé une grève pour protester contre des salaires inéquitables et le licenciement et la mise à pied abusive de leur représentant syndical , Bahram Hassaninejad.

La direction avait déposé des plaintes contre les travailleurs auprès du bureau du gouverneur local, ce qui avait conduit à l'arrestation de 28 travailleurs grévistes. Le 2 Février 2014 un député représentant les villes de Yazd et d'Ardkan avait demandé au ministère du travail et aux responsables des « ressources humaines » des mines de Chadormalu de répondre positivement aux demandes légitimes des travailleurs de sa région.

Lors d'une séance du Majlis, le parlement Iranien. Un député iranien représentant la ville de Yazd et d'Ardkan a protesté ce dimanche 2 Février 2014 contre l'arrestation de 28 travailleurs grévistes de la mine Chadormalu •

---

## **Une prévision qui fait froid dans le dos !**

Un ministre de Rohani : *« il va y avoir 7 millions de chômeurs en Iran »*

Ali Rabii, le ministre du travail du gouvernement de Hassan Rohani, a affirmé que l'Iran comptera prochainement 7 millions de chômeurs.

Il a affirmé le 5 décembre 2013 à l'agence Tasnim : *« Actuellement, il y a 3 millions de chômeurs dans le pays. Dans un avenir proche, ce chiffre va s'élever à 7 millions ... A l'heure actuelle, 200 usines sont menacées de fermeture. Elles ont d'importantes dettes qui s'élèvent à 38.000 milliards de tomans (13 milliards de dollars). Avec les fermetures de ces usines, plus de 140.000 ouvriers vont perdre leur emploi »* a-t-il ajouté.

Le ministre du travail de Rohani a précisé : *« Ces dernières années, environ 600 milliards de dollars issus des revenus pétroliers ont été injectés dans l'économie du pays, mais l'expérience montre que*

## **Témoignage de l'ancien prisonnier politique Fariborz Raisdana**

### **Je ne crois pas en ces nouvelles élections. Article publié sur le site RFI**

#### **RFI : Quelles ont été vos conditions de vie en prison ?**

Fariborz Raisdana : La prison c'est la prison, j'ai l'habitude mais cette fois, peut-être que c'était plus difficile parce que j'ai 64-65 ans. Mais en même temps, j'ai rencontré beaucoup de jeunes gens, des anciens étudiants à moi. Ils étaient très actifs, très au courant, et déterminés sur l'avenir de leur pays. Ils étaient très curieux de la situation sociale. Ils m'ont accueilli. Nous avons organisé des cours, même si les gardiens veillaient et ne nous permettaient pas de nous rassembler mais on l'a fait. Cette fois ça a donc été prometteur, plein d'espoir mais plus dur à cause de la nourriture et de la santé. J'ai été malade et je ne m'en suis remis qu'il y a un mois.

#### **Avez-vous été victime de mauvais traitements ?**

Pas cette fois. La première fois que j'avais été arrêté, j'ai été maltraité pendant 5 jours. Ils m'avaient enchaîné au mur et ne m'autorisaient pas à bouger pendant 7-8 heures. Ensuite ils m'accordaient 10 minutes, pas plus. Mais cette fois, c'est la justice qui m'a mis en prison après une condamnation d'un an.

#### **Que pouvez-vous nous dire de la situation des droits de l'homme en Iran ?**

Les droits de l'homme en Iran sont constamment violés, dans bien des aspects. En prison, l'alimentation n'est pas convenable. Durant un an, je n'ai eu que 20 grammes de viande à manger. Et la situation sanitaire était très mauvaise. Et puis les prisonniers ne sont pas autorisés à voir leur famille. Ils peuvent se parler seulement par téléphone derrière une vitre Et ce n'est pas facile d'aller à l'hôpital, même si on paye, même si vous êtes vraiment malade. Mais en même temps j'étais content car on a résisté. On a beaucoup manifesté, on criait. Ils nous réprimaient mais on recommençait. On critiquait la situation en prison et la situation politique du pays, de la société.

#### **La situation économique est catastrophique, les prix augmentent sans cesse. Vous qui êtes économiste, pouvez-vous nous dire pourquoi ?**

Je ne peux pas dire que c'est à cause de la mauvaise politique gouvernementale. C'est à cause de la structure même de la société. Une minorité a le pouvoir économique entre les mains. La bourgeoisie détient l'immobilier. Les commerçants du bazar, le clergé, l'armée... tous ont une idéologie commune qui est l'islam. Mais les avantages qu'ils tirent de leur situation ne leur permet pas d'améliorer la situation des gens. Ils ne peuvent pas aller vers une redistribution des revenus ou vers plus d'aides.

#### **C'est la seule raison ? Et les sanctions économiques internationales ?**

La raison essentielle, c'est quand même cela. Les sanctions et la crise économique mondiale n'ont fait qu'aggraver la situation.

## **Quelles sont les solutions ?**

La solution est dans la révolution. Je n'ai jamais cru aux réformes, je n'ai jamais cru en cette élection ridicule, jamais. Je pense que la solution réside dans le transfert du pouvoir au peuple. Le peuple est intelligent, il peut améliorer son sort, il peut édifier sa démocratie

## **Mais cela voudrait dire la fin du régime islamique ?**

Bien sûr, la suppression du lien entre le gouvernement et la religion, la démocratisation, de vraies élections. 90 % des gens ne vont pas aller voter, ils vont rester chez eux et rien ne va changer.

## **Vous ne croyez pas en ces élections ?**

Bien sûr que non et je n'irai pas voter. Cette fois, c'est un peu difficile pour moi, les autorités m'ont dit que si jamais j'appelais au boycott, elles me remettraient directement en prison. Mais j'ai précisé dans mes dernières interviews que selon Mark Twain, dans un pays où il n'y a pas de liberté, ils ne vous laissent pas voter, s'ils vous laissent voter, c'est que rien ne va changer. Sinon ils ne vous laisseraient pas !

## **Vous parlez de révolution mais pensez-vous que les gens et les jeunes vont vous suivre ?**

Quand je parle de révolution ce n'est pas forcément dans le sang, il faut un changement radical. Beaucoup de jeunes que j'ai rencontré en prison, croient en un changement radical mais nous devons trouver un moyen de convaincre les gens d'y croire aussi, de comprendre que c'est plus risqué d'accepter la situation actuelle que de demander un changement radical. A cause de la prison, du manque de nourriture, à cause de la pollution, des conditions sociales, de la dictature.

## **Quel message souhaiteriez-vous adresser au monde, aux pays occidentaux ?**

Les Occidentaux font pression sur l'Iran et ils transfèrent cette pression sur les gens pauvres. Mais Je ne suis pas pessimiste, je suis optimiste. Il y a des gens, des amis, en prison qui réfléchissent à une forme de démocratie qui ne soit ni néo-libérale, ni la démocratie des mollahs et son élection ridicule, mais une démocratie indépendante •

---

## **Les politiciens d'extrême droite français invités d'honneurs de la TV du régime Iranien**

Christine Boutin joue-t-elle « le jeu de la propagande iranienne » ? C'est ce qu'affirme, jeudi 21 novembre, BFMTV, qui a repéré une interview (tournée le 13 novembre), de l'ex-présidente du parti Chrétien démocrate, sur la chaîne d'informations iranienne PressTV (en anglais, basée à Londres).

On y voit Christine Boutin, voilée d'un foulard, dénigrer la politique de François Hollande. L'ex-ministre de Sarkozy explique sur le plateau que François Hollande « *n'est pas seulement impopulaire à cause de la manière dont il traite les problèmes liés à l'immigration, mais aussi parce qu'il doit faire face à de nombreux problèmes de chômage et de logement* ». « *Il n'a tenu aucune de ses promesses, excepté celle du mariage homosexuel, qui a encore davantage divisé la société* », ajoute-t-elle. Elle ajoute douter « *personnellement* » du fait que François Hollande soit « *en mesure de terminer son mandat* ». Au côté de Christine Boutin, l'ex-député frontiste Jean-Claude Martinez (avec qui elle s'est associée en vue des élections européennes de 2014) s'attaque à la politique étrangère de la France •

---

## **Statistiques « choquantes » de malades du sida chez les enfants travailleurs**

Minoo Moharezi, directrice du centre de recherche du Sida (Iran) a révélé que, d'après une étude, réalisée il y a cinq ans, les statistiques sur des enfants travailleurs atteints du sida et de l'hépatite sont terrifiantes.

Selon le rapport du site de Radio Zamaneh, les agences de presse nationales, en citant Minoo Moharezi, ont noté le résultat d'une étude qui porte sur le dépistage du sida et des maladies infectieuses sur 1000 enfants travailleurs habitants à Téhéran. Cette étude a montré que 5% de ces enfants sont atteints du sida et la plupart souffraient de l'hépatite. Les sujets de cette étude étaient des enfants âgés entre 10 et 18 ans, parmi eux, certains étaient toxicomanes.

Selon la directrice du centre iranien du Sida, le nombre d'enfants atteints du sida ou autre est, sans doute, plus important aujourd'hui qu'il y a cinq ans à la date de la réalisation de l'étude en question.

Farshid Yazdani, membre du conseil d'administration de l'association pour le soutien des droits des enfants travailleurs en Iran, a déclaré (au printemps 2013) que le taux d'enfants malades du sida est 45 fois plus élevé que celui de la population adulte.

Ali-akbar Sayari, le ministre délégué à la santé, à l'occasion de la journée mondiale du sida, a déclaré que l'étude réalisée sur 1000 enfants travailleurs, montre bien que 29 % des enfants âgés entre 15 -18 ont des relations sexuelles et 144 parmi eux, ont eu plusieurs partenaires.

Le journal « Téhéran Emrooz » dans un rapport (daté du mois de mars) a noté que, en citant Yazdani, « un tiers des enfants malades du sida ont entre 10 et 14 ans et deux tiers ont entre 15 et 18 ans ».

Selon des études réalisés par les défenseurs des droits de l'Enfant, 32 % des enfants travailleurs sont victimes de maltraitance, soit physique soit psychologique et d'abus sexuels.

La fouille des ordures et le contact avec des objets tranchants comme des seringues contaminées sont des causes essentielles de la transmission du virus du sida aux enfants.

Moayed Alavian, le président de réseaux de l'hépatite d'Iran affirme que l'hépatite C coûte 600000 à 700000 Tomans par mois dans la première étape et ce coût atteindra entre 5 et 6 millions Tomans à l'étape suivante•

---

## **Revendications du 1<sup>er</sup> Mai depuis la prison Evin (Téhéran)**

Reza Shahabi, militant ouvrier et membre du bureau du syndicat des travailleurs de la compagnie de bus Vahed, a envoyé une déclaration depuis la prison Evin de Téhéran à tous les militants ouvriers indépendants d'Iran. Ci-dessous les revendications issues de cette déclaration :

- 1 - Augmentation des salaires sur les bases de l'article 41 du code du travail.
  - 2 - Formation d'organisations ouvrières indépendantes et leur reconnaissance par le gouvernement.
  - 3 - Droit de grève, de protestation et de manifestation.
  - 4 - Sécurité de l'emploi pour les travailleurs, ce qui signifie entre autre la suppression des contrats temporaires, précaires et des contrats blancs.
  - 5 - Arrêt des expulsions et des licenciements de masse.
  - 6 - Fin du tripartisme (système de corporatisme économique où est sensé être représenté le travail, le capital et l'Etat) qui a toujours favorisé les capitalistes.
  - 7 - Un emploi pour chaque travailleur capable de travailler et une allocation chômage pour tous les travailleurs sans emploi.
  - 8 - Egalité homes / femmes et élimination de la double oppression à l'encontre des travailleuse, en particulier celle des employeurs.
  - 9 - Stop à l'arrestation de travailleurs ; libération immédiate de tous les travailleurs emprisonnés et réintégration dans leurs emploi ou paiement de 50% de leurs salaires sur la base de l'article 17 du Code du Travail, paiement d'une allocation aux familles des travailleurs emprisonnés jusqu'à leur libération.
  - 10 - Abolition du travail des enfants et offre aux enfants défavorisés et aux orphelins des moyens matériels et psychologiques nécessaires à leur développement.
  - 11 - Intégration du 1<sup>er</sup> Mai dans les jours fériés.
  - 12 - Arrêt de violence et des discriminations gouvernementales et non-gouvernementales à l'encontre des travailleurs immigrés, en particulier les afghans ; garantie des droits de citoyenneté et de travailleur.
  - 13 - Abrogation de toutes les peines judiciaires injustes comme la mort, les coups de fouet, les amendes, l'emprisonnement ou l'exil à l'encontre de militants ouvriers, politiques et sociaux.
  - 14 - Abolition de la peine de mort •
- 

### **Le médecin traitant de R.Shahabi a souligné la nécessité d'une intervention chirurgicale immédiate du dos**

Le 15 février R.Shahabi a été transféré à l'hôpital Imam Khomeini de Téhéran pour une série d'examen. Après avoir examiné et observé le dernier IRM réalisé, le médecin traitant de R.Shahabi a souligné que son patient devait être opéré dès que possible. R.Shahabi a accepté cette intervention à condition d'être accompagné pendant son hospitalisation. Le comité de défense de R.Shahabi en exprimant son inquiétude concernant la santé de R.Shahabi , travailleur et membre du conseil du syndicat Vahed des chauffeurs de bus de Téhéran ,demande la prise en charge de l'opération du dos

de R.Shahabi la plus tôt possible. Il faut noter que cette intervention chirurgicale n'est que la première étape, si après l'opération, les conditions ne soient pas favorable (A savoir, le repos à la maison, la tranquillité mentale ou effectuer des physiothérapies ...) l'intervention chirurgicale ne va pas donner le résultat escompté. Nous, le comité de défense de R.Shahabi, demandons de se mobiliser à travers le monde pour exiger la libération immédiat et inconditionnelle de ce travailleur emprisonné •

Le comité de défense de R.Shahabi

---

## **CRAINTES POUR LA SANTÉ D'UN SYNDICALISTE EMPRISONNÉ**

Le syndicaliste iranien Reza Shahabi, détenu à la prison d'Evin à Téhéran, a besoin de toute urgence de soins médicaux qu'il ne peut pas recevoir en prison. Il purge une peine de six ans. Reza Shahabi est un prisonnier d'opinion qui doit être libéré immédiatement et sans condition.

Reza Shahabi (également appelé Reza Shahabi Zakaria), trésorier du Syndicat des travailleurs de la régie des bus de Téhéran et de sa banlieue (Sherkat-e Vahed), a été conduit à l'hôpital Imam Khomeini, hors de la prison d'Evin, le 19 octobre, pour de graves douleurs au dos et des engourdissements dans le pied gauche. Il souffre de douleurs chroniques au dos depuis qu'il a subi une opération de la colonne vertébrale en mai 2012 ; des membres du personnel médical carcéral lui ont fait des « injections », mais l'affection sous-jacente ne semble pas avoir été traitée.

Les médecins de l'hôpital ont conclu que Reza Shahabi avait besoin de soins hors du système carcéral et ont averti que sans traitement, il risquait une hémiplégie du côté gauche. Les médecins ont transmis leur diagnostic à l'administration pénitentiaire et au bureau du procureur de Téhéran, faisant valoir que Reza Shahabi devait être soigné hors du système carcéral.

Reza Shahabi a observé plusieurs grèves de la faim pour protester contre le traitement qui lui est réservé en détention, ainsi qu'à d'autres détenus, et notamment contre le refus de leur accorder des permissions pour raisons médicales. Il a mis un terme à une grève de la faim le 7 janvier 2013 au bout de 22 jours, les autorités iraniennes ayant accédé à sa demande de lui accorder une permission pour raisons médicales, alors qu'elles lui avaient adressé plusieurs refus. Cette permission a pris fin le 15 avril. Une permission pour raisons médicales est une libération provisoire en vue de bénéficier de soins médicaux.

Reza Shahabi purge une peine de six ans à la section 350 de la prison d'Evin, après avoir été déclaré coupable en avril 2012 de « rassemblement et collusion en vue de nuire à la sûreté de l'État » et « diffusion de propagande contre le régime » par la 15<sup>e</sup> chambre du tribunal révolutionnaire de Téhéran, des charges liées à ses activités syndicales. Il a également été condamné à une amende de 70 millions de rials (environ 4 375 euros) et il lui est interdit d'exercer des activités syndicalistes pendant cinq ans. En juillet 2012, la 36<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel de Téhéran a confirmé la peine prononcée à son encontre.

**DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en persan, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :**

- priez instamment les autorités iraniennes de libérer immédiatement et sans condition Reza Shahabi, car c'est un prisonnier d'opinion, détenu uniquement en raison de ses activités syndicales pacifiques ;

- exhortez-les à veiller à ce que Reza Shahabi bénéficie sans plus attendre des soins spécialisés dont il a besoin, en dehors du système carcéral. •

**Amnesty Internationale**

---

## **L'appel des familles des ouvriers iraniens adressés aux organisations de travaux de monde**

Appel :

Afshin Ossanloo, travailleur du transport est mort dans la prison de la ville Rajaii-Shahr en Iran, il y a 40 jours. Les conditions insupportables dans les prisons et les restrictions imposées aux prisonniers, provoquent des problèmes de santé, de physiques et de psychiques, qui à leurs tour détériorent davantage les conditions d'emprisonnement.

Actuellement, Mohammad Jarahi, ouvrier du bâtiment emprisonné et membre du « Syndicat des Travailleurs de la Peinture et de la Décoration du Bâtiment - Téhéran » souffre d'un cancer de thyroïde et il risque de mourir à cause de manque des soins.

Réza Shahabi, conducteur de bus et membre de la direction du Syndicat des Travailleurs de la Régie du Transport de Téhéran et sa Banlieue - Vahèd » a été privé des soins médicaux postopératoires est dans des très mauvaises conditions de santé.

Combien les travailleurs iraniens qui luttent pour l'amélioration de leurs conditions du travail et de l'existence, doivent souffrir et mourir ?

Quels dangers représentent ces militants en d'hors de prison, contre les intérêts du patronat et les capitalistes profiteurs, pour qu'on les prive de l'accès aux soins médicaux jusqu'à la mort ?

Nous exigeons du pouvoir judiciaire la libération immédiatement de ces travailleurs emprisonnés malades afin qu'ils puissent avoir accès aux soins nécessaires.

Nous demandons à WFTU, ITUC, M. Velvek Kurbik vice président d'ITUC et responsable à l'OIT, et aussi à M. Guy Raider directeur général d'OIT, de protester contre le non respect des conventions 98 et 87 d'OIT, et qui énumèrent les libertés syndicales par le gouvernement iranien et font les nécessaires pour la libération de tous les militants ouvriers emprisonnés en Iran •

Syndicat des travailleurs la Métallurgie et de la Mécanique, Comité pour la Réouverture du Syndicat des Travailleurs de la Peinture et de la Décoration, Famille d'Ossanloo, Famille de Mohammad Jarahi Téhéran 11 aout 2013

Copie à : La CGT, La CFDT, la FSU, Les Solidaires, L'UNSA, et le Syndicat de Travailleurs de la Métallurgie en Suède.

---



## **Fereshteh Ossanloo demande à ce qu'une enquête soit ouverte sur la mort de son frère le militant syndicaliste Iranien Afshin Ossanloo**

La famille du prisonnier de conscience et militant syndicaliste Iranien décédé Afshin Ossanloo a demandé à ce que des médecins légistes, enquêtent sur la cause de sa mort. Le décès de ce prisonnier politique a été classé par les autorités pénitentiaires Irlandaises comme résultant d'une crise cardiaque, mais sa sœur maintient qu'il n'avait pas de problèmes cardiaques antérieurs et qu'il avait l'air en bonne santé lors de la dernière visite de son frère dans la sinistre prison de Gohardasht Rajae Sharh.

Les infirmières de l'hôpital affirment qu'Afshin Ossanloo était déjà mort lors de son arrivée à l'hôpital. Fereshteh Ossanloo a également dit que sa famille n'avait pas été autorisée à tenir une cérémonie funéraire. Fereshteh Ossanloo : a également déclaré, une heure environ après l'enterrement de son frère au cimetière de Téhéran le lundi 24 juin dernier : « *Les infirmières nous ont dit qu'il avait été emmené à l'hôpital vers 20 heures jeudi soir dernier. Et qu'il était déjà mort longtemps avant son arrivée. Alors que les autorités nous ont dit qu'il était encore vivant lorsqu'il était sur le chemin de l'hôpital* ».

Lors de la confirmation de la mort d'Afsin Ossanloo, le chef des autorités pénitentiaires, Sohrabe Soliman, a déclaré le 22 Juin 2013 dernier sur le site d'une des principales agences médiatique de propagande du régime, l'agence Fars News : « *Ce prisonnier qui était détenu dans la prison de Gohardasht, s'était plaint de douleurs à la poitrine. Après un examen médical et un électrocardiogramme, nous l'avons fait transférer de l'infirmierie de la prison vers l'hôpital de la ville de Karaj, où après y avoir passé quelques heures, il est mort d'une crise cardiaque* ».

Afshin Ossanloo qui était âgé de 42 ans, était un militant syndicaliste et le frère du célèbre militant syndicaliste Iranien Mansour Ossanloo. Un des membres fondateurs de l'Union syndicale libre Vahed regroupant les travailleurs chauffeurs de bus de Téhéran et de sa banlieue. Afshin Ossanloo avait déjà été arrêté en 2010 sur des accusations de « *collusion et d'assemblage avec l'intention d'agir contre la sécurité nationale* », puis avait été condamné de cinq ans de prison. L'année dernière, il avait été transféré de la prison d'Evin à Téhéran vers celle tristement célèbre de Gohardasht située dans la ville de Karaj. À l'issue de sa peine Afshin Ossanloo devait être en principe libéré en Mars 2014.

Fereshteh Ossanloo a aussi déclaré "Mon frère est décédé jeudi - 20 juin 2013- mais les responsables des autorités pénitentiaires n'ont pas daigné appeler ma mère pour l'informer, alors qu'elles avaient son numéro de téléphone. Et nous n'avons pu avoir d'autres nouvelles par le biais d'amis à lui que le samedi matin, soit deux jours après la mort de mon frère. D'autres personnes qui étaient allées rendre visite à leurs enfants ou à leurs parents incarcérés dans la prison de Gohardasht à Karaj nous ont demandé si nous avions entendu parler du fait qu'Afshin avait souffert d'une crise cardiaque dans cette prison !

Nous avons été choqués et consternés car nous n'avions pas eu accès à toutes ces informations. A ce moment la nous savions seulement qu'il avait subi une crise cardiaque, nous sommes allés immédiatement à la prison, mais les gardiens ont refusé de répondre correctement à nos questions. Ma mère s'est ensuite enquis des conditions de santé de mon frère à l'un des gardiens et portier de la prison qui d'habitude la traitait bien mais celui ci ne lui n'a rien dit et a refusé de lui répondre. Nous n'avons eu non plus aucunes réponses des fonctionnaires chargés de l'accueil des visiteurs de cette prison. C'est seulement lorsque nous somme allés dans les bureaux de l'administration générale de la prison de Gohardasht. Que nous avons appris que mon frère était mort. C'est la qu'ils nous ont dit ensuite que pour obtenir son corps, nous aurions certainement besoin d'une lettre du

palais de justice ".

- « *Il nous a fallu attendre la fin de l'après-midi de ce samedi pour obtenir cette lettre du palais de justice, puis nous sommes allés à l'hôpital. Car je n'arrivais toujours pas à croire et à réaliser qu'Afshin était décédé, cela a duré pour moi jusqu'au moment où nous sommes arrivés à l'hôpital et où j'ai vu son corps* », a continué Fereshteh Ossanloo en larmes.

- Fereshteh Ossanloo ajoute : « *Mon frère n'avait jamais eu de problèmes cardiaques auparavant. Il était en bonne santé et faisait des exercices physiques tous les jours malgré son incarcération. Ma mère qui avait été lui rendre visite deux semaines avant son décès, m'a dit qu'il était en très bonne santé à ce moment là. Si Afshin avait vraiment eu des problèmes de santé il en aurait forcément parlé à ma mère lors de cette visite. C'est pourquoi nous avons été choqués quand nous avons appris qu'il était mort à la suite d'une crise cardiaque* ».

Fereshteh Ossanloo a aussi confirmé aux activistes du site de la Campagne internationale pour les droits de l'homme en Iran que sa famille demanderait une enquête officielle et indépendante sur la cause exacte du décès : « *Jusqu'à présent le médecin légiste ne nous donné aucunes réponses. Ils nous ont dit que les résultats des autopsies, ne seraient connus dans trois mois. Nous n'avons pas pu non plus avoir d'informations plus spécifiques. Alors que nous avions fait confiance aux autorités de la prison qui étaient responsables de la garde de mon frère, vu leur embarras et leurs refus de nous répondre correctement, Je crois maintenant qu'ils sont tout bonnement responsables de sa mort* ».

Interrogée pour savoir si les membres la famille d'Afshin Ossanloo allaient déposer une plainte contre les autorités judiciaires Iranienne pour ne pas les avoir informés le jour même de la mort de leur fils. Sa sœur Fereshteh Ossanloo a ajouté : « *C'est notre droit légal d'après même les lois de notre pays, mais nous devons attendre la décision finale de ma mère à ce sujet. Ma mère a difficilement supporté toute les pressions qu'avait subies notre famille aux débuts de l'incarcération d'Afshin. Elle avait écrit de nombreuses lettres de clémence et de pardon au procureur de Téhéran qui étaient longtemps restées sans réponses. La dernière fois que ma mère était allée au bureau du procureur de Téhéran pour demander la clémence pour Afshin c'était le mardi 18 Juin dernier, ils lui avaient alors affirmé qu'ils en tiendraient compte et qu'il devait être libéré en principe le mois de mars 2014* »

Depuis Fereshteh Osanloo malgré les menaces qui pèsent sur sa famille maintien que les autorités continuaient leurs pressions insidieuses, et que la famille avait été dans l'incapacité de trouver dans tout Téhéran une mosquée qui acceptait d'organiser des cérémonies commémoratives en mémoire de son frère. Et d'accomplir celle ci selon les principes et les rituels de deuil Chiite. Qui spécifient que ceux ci doivent en principe durer entre les trois premiers jours et le septième jour précédant un décès. : « *Quelqu'un de notre famille est mort et le moins qu'il mérite est qu'on puisse organiser la cérémonie de deuil dans un lieu décent. Il ne nous pas dit officiellement que nous ne pouvions pas le faire, mais nous n'avons encore trouvé aucune mosquée qui voulait accueillir ou nous louer une salle pour cette cérémonie en mémoire de notre frère. Ma mère est désespérée et croit qu'ils feront tout pour nous empêcher que cette cérémonie se passe normalement* ».

Le lundi 24 juin 2013 dernier 44 autres prisonniers politiques détenus à l'intérieur de la section 350 de la prison d'Evin Ward 350, ont écrit un message de condoléances, qui a été publié sur le site Web d'opposition Kaleme News disant : « *Une fois de plus les responsables de l'appareil judiciaire et la négligence de l'organisation de l'administration pénitentiaire Iranienne, assorti d'un manque d'attention ont conduit à la mort injuste d'un autre prisonnier politique nommé Afshin Ossanloo. Ceci bien sûr n'était pas le premier cas du genre dans notre pays. Il ya deux ans de cela un autre prisonnier politique, Hoda Saber a perdu la vie suite à des problèmes de santé et à cause de la négligence des fonctionnaires pénitentiaires. Qui n'avaient jamais tenu compte de nos objections et*

*de nos demandes de soins pour ce codétenu alors qu'il était gravement malade. Le cas d'Afshin ne pourra que se répéter quand on connaît le nombre toujours croissant de prisonniers politiques qui souffrent de graves maladies et qui se voient systématiquement refuser des hospitalisations et l'accès à des traitements médicaux, or ces refus sont généralement ordonnés par le procureur de Téhéran, et dans certains cas par le juge Salavati du tribunal révolutionnaire de la capitale, malgré les recommandations mêmes de médecins et des spécialistes des prisons où nous somme détenus »*

Un peu avant de quitter l'Iran sur sa page Facebook, Mansour Osanloo, le frère du militant syndical décédé a témoigné en écrivant :

" Alors que nous avons rouvert un deuxième bureau de notre syndicat avec l'aide d'autres travailleurs, le 10 juillet 2007 ils fermaient de nouveau nos locaux et je pense qu'ils avaient déjà repéré les activités syndicale mon frère à cette époque.

Il y a trois ans de cela alors que j'étais détenu, des policiers ont arrêté mon frère dans les dortoirs du terminal sud des bus de Téhéran, en coordination avec des agents du ministère des renseignements travaillant dans la prison d'Evin, ils l'avaient ensuite transféré dans la section 209 de cette prison, où ils lui ont fait subir des pressions psychologiques et de graves tortures physiques, dans le but de lui extorquer des aveux et des informations sur notre syndicat.

Ils ont ensuite monté de toute pièce un dossier d'accusation disant que mon frère avait tenté d'acheter des armes et que notre syndicat planifiait des attentats en collaboration avec des éléments de groupes politiques d'opposition à la république islamique, des accusations qui étaient toutes infondée et basées sur des mensonges.

Et lorsque mon frère déclara lors de son procès qu'il n'acceptait pas de signer quoique ce soit et d'avaliser ainsi leurs mensonges, ils lui firent à nouveau subir des pression encore plus sévères" •

---

## **13 Juin à Genève : Témoin de la Solidarité avec les ouvriers d'Iran**

A l'initiative du « *collective syndical pour soutenir les travailleurs d'Iran* », constitué de 5 syndicats français : la CFDT, La CGT, Solidaires-SUD, la F.S.U. et l'UNSA, et à l'occasion de la cent deuxième conférence de l'OIT, une manifestation de solidarité avec les travailleurs en Iran, a eu lieu le jeudi 13 juin 2013, près du siège de l'OIT et devant la représentation permanente de l'ONU à Genève. Le syndicat suisse CGAS a soutenu cette campagne. Plus de 140 participants, venus d'Allemagne, d'Angleterre, de France, de Suède, des Pays-Bas et de Suisse s'étaient joint à ce rassemblement.

M<sup>me</sup> Dominique Giannotti, de FSU France, a ouvert le rassemblement. Elle a parlé, de la nécessité de la solidarité internationale des travailleurs, et la promptitude et l'engagement de son syndicat pour soutenir les luttes du peuple iranien. Ensuite, Pierre Coutaz, responsable de l'Espace Europe International de la CGT et également membre de la mission de la CGT à la conférence de l'OIT, a pris la parole en soulignant les raisons principales de cette campagne qui visait à soutenir les revendications des travailleurs en Iran et en particulier leurs volontés de créer des organisations professionnelles indépendantes du pouvoir iranien. Il a réitéré l'exigence des syndicats européens pour la libération immédiate des travailleurs emprisonnés en Iran.

Ensuite M. Philippe Réau, responsable de Service international de la CFDT, a pris la parole. Il a

parlé des violations systématiques des conventions de l'OIT par la République Islamique d'Iran et a exprimé son espoir pour une suite des actions de solidarité avec les travailleurs iraniens. Il a dénoncé le comportement de la République Islamique d'Iran envers les travailleurs en Iran. Christian Maheiu, du Syndicat « Solidaires-sud », a également pris la parole. Il a donné un résumé du soutien de son syndicat aux travailleurs en Iran et a dénoncé vivement la répression des travailleurs en Iran. Il a lu les traductions en Français et Anglais de la lettre de Reza Shahabi adressée aux travailleurs participants à la conférence.

Mamadou Diouf, secrétaire général de la « Confédération Syndical Sénégalaise », aussi membre de la mission de son syndicat à la conférence de l'OIT a soutenu vivement la lutte des travailleurs iraniens et condamné la répression du régime iranien contre les travailleurs en Iran.

Alors, les participants ont écouté un message de soutien de M<sup>me</sup> Tountou Diakite, la présidente du « Mouvement national des Femmes » de la « Confédération des syndicats autonomes du Sénégal », également membre de la mission de son syndicat à la conférence de l'OIT. Elle a parlé de double discrimination visant les femmes iraniennes dans la société et au travail.

Vers 14 heures les syndicalistes - délégués européens et africains sont retournés à l'OIT pour faire part des revendications des manifestants. Ensuite un délégué de représentant de SSTI et AISTI a été reçu par M<sup>me</sup> Karen Curtis, la directrice adjointe du Département des normes internationales du travail du BIT. Un dossier concernant des divers cas de violation des conventions d'OIT commis par le régime iranien a été déposé. Par ailleurs en faisant faire part de l'inquiétude concernant M. Reza Shahabi, syndicaliste emprisonné, et la République Islamique d'Iran soit la seule responsable de sa santé et de son avenir. Nous demandons que l'OIT exige sa liberté immédiate et un suivi médical conséquent en intervenant auprès des responsables du régime islamique •

---

## **La SSTI s'invite à 1<sup>re</sup> Rencontre syndicale internationale de Paris**

Pendant deux jours (23 et 24 mars 2013) il y a eu plus de 250 délégués présents, à la Bourse du travail de Saint-Denis, pour la 1<sup>re</sup> rencontre internationale du syndicalisme alternatif. Cette initiative internationale est co-organisée par CSP-Conlutas (Brésil), CGT (État espagnol), Solidaires (France).

Représentant plus de 60 organisations, les participant-es viennent d'Europe, d'Afrique, d'Amérique, d'Asie : État espagnol, Catalogne, Pays basque, Galice, France, Italie, Portugal, Belgique, Grande-Bretagne, Allemagne, Suède, Suisse, Grèce, Turquie, Algérie, Maroc, Tunisie, Bénin, Sénégal, Egypte, Tunisie, Sahara, Iran, Brésil, Argentine, Chili, Colombie, Pérou, Paraguay, Haïti, Canada, Indonésie,...

Pour présenter la situation de l'Iran, M. Mahmoud Salehi, militant syndicaliste iranien a eu été invités. Salehi, avait été venu de l'Iran pour participer au congrès de la C.G.T. le 21 mars Il a du retourner en Iran très précipitamment, après avoir participé au congrès CGT juste la veille de Rencontre syndicale internationale. Ce retour imprévu était dû de nouvelles alarmantes parvenues de l'Iran. Un jour après l'intervention de Salehi au congrès de la CGT, plusieurs membres de comité dont le président est Salehi ont été arrêtés par le régime iranien. Vu la situation Salehi décide de retourner en Iran et être à coté de ses camarades.

A la demande de Salehi, SSTI le substitue et participe à cette conférence. Nous avons pu présenter, entre autres, la situation désastreuse des travailleurs et tous ce qui vivent de leurs travaux en Iran •

---

## **Mahmoud Salehi au 50<sup>e</sup> Congrès du syndicat CGT**

23 Mars 2013 : Emprisonné jusqu'à huit mois par an du fait de son engagement syndical, Mahmoud Salehi était de passage à Paris sur l'invitation de la CGT pour le 50<sup>e</sup> Congrès du syndicat. Ce militant reste très déterminé à faire valoir les droits des salariés de son pays et revient sur les difficultés d'exercer une pression nationale ou internationale sur le régime iranien •

---

### **Halte à la répression contre les travailleurs en Iran**

Les organisations syndicales françaises CGT, FSU, Solidaires, soutiennent les appels lancés en Iran par des syndicats, différentes organisations indépendantes de travailleurs et les familles de travailleurs emprisonnés.

Afshin Ossanlou, travailleur du transport est mort dans la prison de la ville Rajaii-Shahr en juillet dernier. Les conditions insupportables dans les prisons et les restrictions imposées aux prisonniers provoquent des problèmes de santé, physiques et psychiques qui détériorent encore davantage leur situation.

Mohammad Jarahi, ouvrier du bâtiment emprisonné et membre du Syndicat des Travailleurs de la Peinture et de la Décoration du Bâtiment de Téhéran, souffre d'un cancer de la thyroïde et risque de mourir à cause du manque de soins.

Shahrokh Zamani, un autre membre de ce syndicat va être rejugé à cause de ses activités militantes en prison.

Reza Shahabi, conducteur de bus et membre de la direction du Syndicat des Travailleurs de la Régie du Transport de Téhéran et sa Banlieue - Vahèd, déjà en très mauvaise santé, a été privé de soins médicaux post-opératoires.

Behnam Ebrahim Zadeh, défenseur acharné des droits des enfants au travail, va quant à lui être rejugé sous des accusations douteuses.

Pedram Nasrollahi, Mohamad Bodaghi et Mehdi Farahi Shandizi sont notamment toujours emprisonnés en raison de leurs activités en faveur des droits syndicaux.

La liste n'est pas exhaustive. Combien de travailleurs iraniens luttant pour l'amélioration de leurs conditions du travail et d'existence doivent encore souffrir et mourir ?

Quels dangers représentent ces militants pour qu'on les prive ainsi de l'accès aux soins médicaux jusqu'à la mort ?

Nous exigeons du pouvoir judiciaire iranien la libération immédiate des travailleurs emprisonnés malades afin qu'ils puissent avoir accès aux soins nécessaires.

Les organisations syndicales françaises CGT, FSU, Solidaires, protestent contre le non-respect des

conventions 98 et 87 de l'OIT et demandent la libération de tous les militants ouvriers emprisonnés en Iran.

Paris, le 23 septembre 201

---

## **Les travailleurs municipaux de Suède solidaires des ouvriers iraniens**

### **Landsorganisationen i Sverige**

Résolution votée le 31 mai 2013, dernier jour du congrès du Syndicat des Travailleurs Municipaux de Suède (Membre de LO, Landsorganisationen i Sverige, principale confédération syndicale suédoise).

Reza Shahabi, membre du bureau du Syndicat des Conducteurs de Bus de Téhéran et Banlieue, a été ramené dans la célèbre prison Evin après une courte période de permission pour traitement médical. Shahabi a, depuis la grande grève des conducteurs de bus en 2007, été emprisonné à plusieurs reprises, battu et violemment torturé. Il purge actuellement une peine de quatre ans de prison pour « propagande contre l'Etat », un euphémisme et une traduction pour ses tentatives de créer un syndicat indépendant.

Même chose pour le militant syndicaliste et défenseur des droits des enfants Behnam Ebrahimzadeh qui suite à une campagne de solidarité internationale a été autorisé à sortir de prison un moment pour soutenir son fils atteint de leucémie, mais qui doit maintenant retourner derrière les barreaux.

Ce sont quelques uns des militants ouvriers emprisonnés et qui subissent restrictions de leurs droits et mesures de sécurité avant les prochaines élections présidentielles en Iran. Cela parce que le régime s'inquiète de possibles protestations et soulèvements. La classe ouvrière iranienne subit la forte pression de la hausse des prix et d'un chômage galopant.

Aussi, le Syndicat des Travailleurs Municipaux de Suède exprime sa solidarité avec les travailleurs iraniens et revendique la libération immédiate et inconditionnelle de tous les militants ouvriers et prisonniers politiques en Iran.

Le Syndicat des Travailleurs Municipaux de Suède soutient les travailleurs et la population d'Iran dans leur lutte pour la liberté, le droit de s'organiser et le droit de grève sans crainte d'être emprisonné, torturé ou exécuté, de pouvoir librement agir pour le bien-être, l'égalité, la justice et une vie décente •

---

## **La lettre du Syndicat des travailleurs du transport (ITF) concernant Reza Shahabi**

**Syndicat des travailleurs du transport**

Le Syndicat des travailleurs du transport (International Transport Workers) dans une lettre (12 avril 2013) adressée à Ahmadinejad a protesté contre l'arrêt du congé de maladie de Reza Shahabi et son retour forcé en prison, malgré la nécessité de poursuivre son traitement et il a demandé sa libération inconditionnelle et le retrait de l'interdiction de militer pour 5 ans.

Il demande également de lever les charges contre tous les militants ouvriers et les membres actifs des syndicats en Iran.

Une copie de cette lettre signée par le secrétaire général David Cockroft à été envoyée à Khamenei, au Ministère du Travail et des Affaires sociales, à Larijany, chef du pouvoir judiciaire, à Mohammad Javad Larijani, secrétaire du Conseil supérieur des droits de l'homme, à Mohammad Bagher Ghalibaf, maire de Téhéran, à Peyman Sanandaji directeur de la compagnie Vahed des transports publics de Téhéran et de sa banlieue•

---

## **Appel signé conjointement par les syndicats des transports de Suède, de Danemark et de Norvège**

*Cet appel a été lancé le 10 novembre 2013 au cours de la conférence des syndicats signataires tenue dans la ville de Helsingör en Danemark*

### **Libérez les travailleurs emprisonnés en Iran**

L'Organisation internationale du Travail (OIT), à l'occasion de sa dernière réunion (2013) a reconnu la République Islamique d'Iran comme étant l'un des trois pays où les conditions de vie, les libertés individuelles et les activités syndicales sont très limitées et sévèrement contrôlées.

Constamment maintenus sous pression par des organismes judiciaires et sécuritaires, les militants travailleurs sont poursuivis, harcelés, persécutés, menacés d'emprisonnement, et en définitif, souvent contraint à démissionner de leur responsabilité syndicale. Le seul délit de ces militants se résume à vouloir créer des syndicats libres et indépendants afin d'améliorer la vie et à sécuriser l'emploi des travailleurs.

Ci-dessous, nous publions une liste dans laquelle figure quelques noms de militants syndicaux actuellement emprisonnés pour avoir voulu se constituer en syndicats libres et indépendants :

1. Réza Shahabi, trésorier du syndicat Vahed des chauffeurs de bus de Téhéran et de sa banlieue ;
2. Mohammad Jarahi, cofondateur et membre du conseil de fondation du syndicat peinture et Décoration de Bâtiment de Téhéran et de sa banlieue ;
3. Shahrokh Zamani, cofondateur et membre du conseil de fondation du syndicat peinture et Décoration de Bâtiment de Téhéran et de sa banlieue ;
4. Behnam Ebrahimzadeh, membre de comité de création des syndicats libres des ouvriers et le défenseur des droits des enfants de rue. A noter que son unique enfant souffre de leucémie et qu'il est actuellement sous chimiothérapie ;
5. Abdolréza Ghanbari, membre du syndicat des enseignants ;

6. Rassoul Badaghi , membre de conseil d'administration du syndicat des enseignants ;
7. Ali Akbar Baghani, délégué général du syndicat des enseignants ;
8. Mahmoud Beheshti Langroodi, inspecteur et porte- parole du syndicat des enseignants.

Le procureur général de la République Islamique d'Iran, à propos des prisonniers politiques a récemment déclaré : « *nous nous débarrassons d'eux peu à peu* ».

Nous, signataires de cet appel, exigeons :

1. La libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques en général et des travailleurs emprisonnés en particulier ;
2. La formation et le déploiement de « comité d'enquête international » pour enquêter sur la situation des travailleurs emprisonnés ;
3. La fin immédiate des traitements inhumains infligés aux dissidents en Iran ;
4. L'ouverture d'une enquête sur les conditions de vie des familles des travailleurs emprisonnés et les soutenir par l'envoi d'une aide financière ;
5. Que soit respectées les lois et les conventions internationales, ce qui passe par la reconnaissance des principes de liberté de créer des syndicats libres et indépendants comme droits le plus élémentaire des citoyens •

---

## **Lettre de Behnam Ebrahimzadeh à l'Organisation Internationale du Travail (OIT)**

La conférence annuelle de l'OIT commencera le 5 juin. Moi, Behnam Ebrahimzadeh, j'ai été condamné à cinq ans de prison pour mes luttes pour les droits des travailleurs et des enfants. J'ai déjà passé trois années en prison, et maintenant, alors que mon seul fils est hospitalisé pour leucémie, ils veulent me renvoyer en prison.

Je demande à toutes les organisations ouvrières et à toutes les associations de défense des droits humains à travers le monde de protester contre cette décision et d'appeler à la libération immédiate et inconditionnelle des travailleurs emprisonnés et des prisonniers politiques. J'appelle les délégués des syndicats à la conférence de l'OIT à soutenir la lutte des travailleurs en Iran ainsi que mon appel. En même je souhaite dénoncer : combien de temps encore l'OIT, une organisation qui parle au nom des travailleurs, va-t-elle rester silencieuse sur ces violations ?

En tant que travailleur, j'attends de l'OIT qu'elle fasse pression pour que les Etats participants respectent les droits les plus fondamentaux des travailleurs et de la population. Le droit de se syndiquer, le droit de grève et le droit inconditionnel à la libre expression sont des droits humains fondamentaux, tout comme l'air que nous respirons, et violer ces droits est un crime flagrant. En Iran en particulier, la pauvreté et l'inflation font des ravages alors que les salaires, plusieurs fois en dessous du seuil de pauvreté, mènent une grande partie de la société vers la destruction.



Aujourd'hui en Iran, des travailleurs sont en prison pour avoir dénoncé cette situation et avoir protesté pour obtenir leurs droits fondamentaux. La détention et la persécution des militants et des dirigeants ouvriers doivent être condamnées. Par cette lettre, je souhaite être aussi la voix de protestation de ma famille et de celles des travailleurs emprisonnés et des prisonniers politiques.

**Behnam Ebrahimzadeh**, 22 mai 2013 •

---

## République iranienne de pendaison

### **Montée sans précédente de nombre d'exécution**

Terroriser la population, seul moyen pour le régime à sortir de sa crise

Iran : plus de 128 pendaisons depuis le début de cette année

Le chiffre paraît hallucinant. Depuis le début de l'année, plus de 128 personnes ont été pendues en Iran. Pendant que Rouhani parle nucléaire à Genève ses matons et bourreaux exécutent cinq hommes et deux femmes en l'espace d'une semaine !

Selon le régime iranien la plupart auraient été condamnées pour des trafics de drogues. Mais des organisations soulignent que plusieurs exécutions au moins ont concerné des militants des droits de l'Homme. Ces chiffres sont mis en lumière par les organisations de la société civile.

L'Iran est l'un des pays où se déroulent le plus grand nombre d'exécutions dans le monde, et le régime vient de battre un nouveau record dans sa violence effrénée en exécutant au moins 81 personnes en 10 jours, et souvent pendaisons publiques.

L'Iran se classe deuxième derrière la Chine pour le nombre d'exécutions menées chaque année. Les autorités iraniennes ne fournissent aucune statistique concernant le nombre d'exécutions annuelles, ni aucune information sur les personnes condamnées à mort. Il semble qu'elles dissimulent délibérément les informations sur l'ampleur des exécutions •

### **Exécutions rapportées en Iran**

Depuis Janvier (2014)	128
L'année dernière (2013)	738
En 2012	573
En 2011	684
En 2010	818
En 2009	440
En 2008	406

---

- Je désire être informé-e des initiatives de Solidarité avec les Travailleurs en Iran ( SSTI )

- Je décide d'être affilié-e à SSTI Prénom et nom (organisation)

Adresse Téléphone, courrier électronique Renvoyer à :

Solidarités Socialiste avec les Travailleurs en Iran

<http://www.iran-echo.com>

Adresse : S.S.T.I, 266, av. Daumesnil, 75012 Paris

E-mail : sstiran yahoo.fr

---

**P.-S.**

\* Bulletin d'informations sur le mouvement ouvrier en Iran n°16, Janvier 2014.